

*Initiatives ministérielles*

**M. Bosley:** Quelle hypocrisie!

**M. Caccia:** Il est évident qu'on a commis de graves erreurs le long du port. Cela ne fait aucun doute. On n'aurait pas dû porter ce dernier coup.

En posant sa question, le député de York-Sud-Weston y a répondu lui-même, et de façon très éloquente. La moindre des choses à faire maintenant, c'est le maintien de ce qui appartient encore au public, c'est-à-dire à l'État. C'est à cette aliénation de la propriété publique que nous nous opposons, étant donné ce qui s'est passé récemment.

**M. John Bosley (Don Valley-Ouest):** Madame la Présidente, je n'avais pas l'intention de participer au débat, mais seulement aux commentaires. Mais puisque le temps est expiré, je ferai seulement quelques remarques.

Madame la Présidente, j'ai écouté les commentaires du député de York-Sud-Weston qui n'était certainement pas là quand on a demandé à certains d'entre nous qui étaient membres du conseil municipal de la communauté urbaine de Toronto de faire partie du comité de planification de Harbourfront, il y a 15, 16 ou 18 ans. Nous avons supplié le gouvernement de l'époque—et le député qui vient de parler était ministre dans ce gouvernement—de transférer la propriété au conseil municipal. Ce gouvernement, dirigé par des députés qui viennent de parler et qui étaient alors ministres, a refusé catégoriquement de prendre une position qui l'aurait amené à promettre ou à permettre aux habitants du grand Toronto de posséder et de gérer eux-mêmes le parc Harbourfront. Plusieurs années plus tard, un homme très sage. . .

**M. Nunziata:** Ce n'est pas ce que dit le projet de loi.

**M. Mills:** Il dit non à la propriété publique.

**M. Bosley:** La vérité choque, on dirait.

Plusieurs années plus tard, donc, David Crombie, qui est l'un des hommes politiques municipaux les plus habiles que le Canada ait connus, a recommandé, si vous lisez le document au complet, que soit négocié le transfert de Harbourfront Corporation à un organisme local pour qu'elle soit contrôlée et gérée localement, et c'est précisément. . .

**M. Caccia:** C'est absurde!

**M. Nunziata:** Le vote!

**M. Bosley:** Oui, c'est ce que dit le document. C'est exactement ce qu'il dit. Il dit que le société Harbourfront devrait être sous contrôle local.

Mais, selon le projet de loi, il faut, auparavant, donner au ministre des Travaux publics le pouvoir de prendre les mesures législatives nécessaires pour autoriser un tel changement.

Il n'y a rien dans ce projet de loi qui autorise le transfert des propriétés de la Harbourfront Corporation à des entreprises privées. Les députés de l'opposition qui soutiennent le contraire induisent la Chambre en erreur. Lisez le projet de loi. C'est très simple. Il permet au ministre de procéder à la dissolution de la société. C'est tout ce qu'il lui permet de faire. Si vous voulez que la société Harbourfront soit administrée par des autorités locales, ce projet de loi constitue la condition *sine qua non* qui autorise le ministre à le faire. Les libéraux de l'autre côté, avec leurs sous-entendus, dénaturent les faits comme cela a été le cas en 1972, lorsqu'ils ont d'abord affirmé que les habitants de Toronto seraient autorisés à administrer cette propriété avant d'ériger toutes sortes d'obstacles pour les en empêcher. Les députés de l'opposition tentent tout simplement d'empêcher les Torontois de diriger la société Harbourfront comme ils auraient dû pouvoir le faire depuis le début.

• (1040)

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Madame la Présidente, puis-je poser une question ou participer au débat? Est-ce une période de questions?

**Mme le vice-président:** Nous avons repris le débat, le député de Don Valley-Ouest n'a parlé que quelques minutes, mais il s'agissait de débat. Nous en sommes maintenant à une période de questions ou de commentaires. . .

**M. Mills:** D'accord, mais s'agit-il d'une période de questions?

**Mme le vice-président:** J'essaye seulement de répondre à votre question, si je peux.

**M. Mills:** D'accord, je poserai une question.

**Mme le vice-président:** Nous en sommes à une période de questions et de commentaires.

**M. Mills:** Tout d'abord, madame la Présidente, je voudrais dire par votre intermédiaire au député de Don Valley-Ouest que j'ai peut-être mal compris, mais, d'après lui, ce projet de loi indique-t-il catégoriquement qu'il ne s'agit que de transférer le contrôle de Harbour-